

Spéciale ELECTIONS 2011

SOMMAIRE

Un nouveau conseil
d'administration
à la rentrée 2011 ---- p1

Organisation des
élections au Conseil
d'Administration --- p7

Bulletin d'adhésion - p9

Un nouveau conseil d'administration à la rentrée 2011

Parvenant bientôt à la fin de sa mandature, le CA de l'AND élu en septembre 2008 doit se préoccuper de la pérennité de l'association. Il a donc engagé le processus qui nous conduira à de nouvelles élections au cours des mois d'avril et de mai. La passation de responsabilités se fera lors du premier CA suivant ces élections, habituellement à la mi-juillet.

Le CA actuel a poursuivi et approfondi les réflexions menées depuis 20 ans par ses prédécesseurs. Poussé par une actualité qui ne lui a laissé que peu de répit, il a pu préciser les positions de l'association dans un texte de synthèse publié dans les colonnes de ses publications ou sur le site de l'association et largement débattu, notamment lors de ses AG (voir Synthèse des positions - février 2010 dans la Lettre DCIO N°34HS de mars 2010).

L'ANDCIO
une association
pour tous les Directeurs et
Directrices
Visitez son site internet :
<http://www.andcio.org>

Directeur de la Publication :
Bob Poisson

Rédactrice en Chef :
Nancy Adam

redacteur@andcio.org

Comité de Rédaction :
Conseil d'Administration de
l'ANDCIO

"Celui qui a déplacé la montagne, c'est celui qui a
commencé par enlever les petites pierres."

Proverbe chinois

Audiences

Au fil des mois passés nous avons été fidèles à la politique d'audiences que nous menons depuis longtemps. L'association a ainsi vérifié que ses analyses étaient rarement contestées par des interlocuteurs pourtant très divers. Mais elle a aussi constaté qu'il y avait loin de cette écoute attentive et intéressée à des décisions, tangibles, permettant d'améliorer le positionnement des CIO et des directeurs de CIO, et que, de fait, trop peu avait été réellement gagné à ce jour.

Est-ce à dire que nous ferions mieux d'aller « cultiver notre jardin » plutôt que de remettre sur le métier notre ouvrage..

Comme chacun, nous avons pu être gagnés par la tentation du repli. Les dossiers pénibles se sont accumulés avec l'impression qu'un rouleau compresseur s'était mis en mouvement et qu'il finirait par tout emporter sur son passage. Tout semble ainsi en place aujourd'hui pour rendre possible la disparition des CIO et peut-être même, à l'instar de celle du service d'orientation de l'AFPA, sans créer la moindre vaguelette médiatique.

S'est cependant toujours imposée la conviction que les propositions alternatives développées par l'AND constituaient une chance pour que l'histoire des CIO puisse être réinvestie au bénéfice d'une société du 21ème siècle aux contours pour le moins inédits.

Une place existe pour les valeurs portées par l'histoire de l'orientation et par les CIO !

Et s'il faut aujourd'hui réinventer le positionnement des CIO, qui d'autres mieux que les directeurs et directrices pourraient le faire, eux qui sont au cœur de la perception des enjeux de la structure CIO et du métier qui la porte, celui de directeur de CIO.

Le temps n'est plus à la timidité ni aux accords de façade. Le temps n'est plus à l'alliance de la carpe et du lapin. Le temps n'est plus à croire que tout membre de cette profession, du COP au CSAIO, serait indéfectiblement lié par le pacte secret de la grande famille de l'orientation que ses organisations représentatives incarneraient au mieux.

Une conception ouverte

L'AND défend, pour sa part, et elle n'est pas la seule organisation à le faire, une conception ouverte et engagée dans les débats de l'époque relatifs à l'orientation et à la formation tout au long de la vie. L'association, parce qu'elle fédère les énergies de directeurs et directrices, impliqué(e)s dans des partenariats multiples sur le terrain et parce que nos compétences y sont parfaitement reconnues, considère qu'il est suicidaire de vouloir minorer, voire taire, cette implication. Elle juge erronée l'idée que cela affaiblirait notre position au sein de la formation initiale. Elle s'oppose à l'idée que cela dévoierait la fonction même des CIO.

Les établissements scolaires, eux-mêmes en plein bouleversement, nous demandent chaque jour un peu plus de les épauler sur

l'ensemble du champ de l'orientation. Les usagers, familles et élèves, jeunes et adultes, mais aussi élus de toutes collectivités, notamment territoriales, ne veulent pas d'une étanchéité à ce point marquée entre les différentes sphères qui ont à voir avec l'orientation. Le réseau des CIO est concerné par un ensemble de demandes sociales dont le résumé lexical est indéfectiblement le terme « orientation ». Ne convient-il pas de répondre à ces sollicitations ? À toutes ces sollicitations.

Une organisation viable

Cela ne peut évidemment se faire sans conditions ni sans moyens. Et c'est précisément ce que l'ANDCIO cherche à signifier en définissant une organisation viable au service de ces missions et s'appuyant sur les moyens et les personnels nécessaires.

Si nous disons cela, c'est parce qu'il est clair que l'organisation que nous avons connue jusqu'ici se voit chaque jour un peu plus battue en brèche et qu'elle met en difficulté des personnels dont la qualification ne parvient plus à s'exprimer de manière satisfaisante.

Nous annonçons, depuis plus de 20 ans maintenant, que l'absence de positionnement juridique des CIO, l'inexistence d'un statut pour les directeurs et directrices, l'insuffisance des moyens mis en œuvre dans ces structures, une définition tronquée des missions des COP conduisent à des difficultés inéluctables. Elles sont aujourd'hui plus

manifestes encore. Leur résolution impose de repenser en profondeur l'organisation générale du service à rendre aux populations dans le champ de l'orientation. Notre volonté, à l'AND, c'est que les CIO, héritiers d'une longue tradition de service public au bénéfice de la démocratisation de l'éducation, en soient l'un des éléments majeurs.

Le lifting de la fonction de COP qui est en cours dans le projet de modification du décret statutaire des DCIO et COP n'y suffit pas. Certes il fait référence au haut niveau de qualification que donne aux COP le titre de psychologue. Mais, alors même que les suites qui seront données aux divers amendements des organisations syndicales présentés le 16 mars ne sont pas connues, ces amendements font l'impasse sur nombre des conditions qui nous semblent incontournables pour un fonctionnement renouvelé et pertinent de l'orientation, dans le champ même de la formation initiale, dans le champ plus vaste du service public d'orientation. Elles ne sont pas incompatibles avec la teneur du prochain décret statutaire. Elles l'ont en partie inspiré. Insuffisamment. Mais peut-être n'était-ce pas l'objet essentiel d'un décret statutaire ne portant que sur les seuls personnels d'orientation. Il faut aller plus loin, c'est le chantier qui s'ouvre. Nous rappelons nos propositions. Elles sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous avons en effet approfondi notre positionnement stratégique (cf. Lettre DCIO n° 34 de mars 2010) et nous en déduisons aujourd'hui des points qui nous semblent fondamentaux pour la réalisation de notre objectif :

1- Définir le plus clairement possible les différents champs d'intervention d'un organisme chargé d'être une ressource pivot en impulsion, coordination et réalisation de ce qu'il est commode de désigner comme «l'accompagnement en orientation»

Ce champ d'action spécifique comprend un ensemble de modalités désignées par les termes de guidance (actions diverses mises en œuvre pour tous sans spécification d'une demande personnelle particulière) et de counseling (actions de conseil mises en œuvre sur demande personnelle explicite)

2- Définir une organisation juridique congruente et efficace, au service d'une ingénierie de l'accompagnement en orientation de plus en plus complexe parce que référée à un ensemble diversifié d'utilisateurs et/ou de décideurs et/ou de coordinateurs, à savoir, les familles et les élèves étant au centre du dispositif : rectorats, inspections académiques et chaîne fonctionnelle des CSAIO et IEN-IO, EPLE, bassins de formation, collectivités territoriales, autres organismes du champ de l'orientation, de l'insertion et du service public d'orientation, branches professionnelles, syndicats et entreprises... L'hypothèse d'un établissement public administratif nous semble la plus adaptée (cf. Synthèse des positions)

3- Définir les partenariats et réseaux incontournables et la forme de leurs relations dans des contextes géographiques et institutionnels très divers

4- Définir les fonctions concourant à la mise en œuvre de l'accompagnement en orientation dans les lieux où il s'exerce, les ressources qu'elles ont vocation à mobiliser, leur articulation et les professionnels qui vont en être le support.

En particulier :

- Quels professionnels à l'intérieur des EPLE : enseignants, COP,

autres personnels... ?

- Quels professionnels à l'échelle d'un district, d'un bassin et plus généralement là où sont assurées les liaisons entre les différents types d'établissements (collèges, lycée, LP, supérieur) ?

- Quels professionnels pour le CIO qui est pour l'ANDCIO l'une des instances, la plus naturelle, où les problématiques d'orientation ont vocation à être posées et prises en charge en partenariat ? Au-delà de la pérennisation et du renforcement des conseillers d'orientation-psychologues, quelle ouverture réaliser sur des professionnels multiples en fonction des besoins à couvrir : documentalistes, techniciens multimédias, ingénieurs pour l'école, enseignants... ?

5- Définir pour nos structures, - comportant à la fois une structure centrale, l'établissement public administratif, et des sites de proximité -, une taille critique suffisante :

- a. qui tienne compte des géographies particulières (départements à faibles densités, configurations géographiques particulières comme les zones de montagne, les barrières naturelles spécifiques, tissus urbains à fortes densités, zone de concertation réelle des EPLE, découpages particuliers...)

- b. qui permette de disposer des ressources budgétaires nécessaires, d'une dotation en personnels suffisante, et d'une visibilité améliorée du service rendu à la population dans le cadre de la structure centrale

- c. qui garantisse une couverture du territoire pertinente au moyen d'annexes ou « sites de proximité »

6- Définir le cadre du pilotage du CIO et des personnels par l'existence d'une direction au statut juridique clair, lui permettant de gérer un budget, de signer des conventions partenariales, d'être à l'initiative de réponses aux besoins des populations. Ce statut nous semblait pouvoir être raisonnablement celui de chef d'établissement. Sous réserve cependant d'analyses plus approfondies du texte définitif du décret, le projet de modification du décret statutaire des DCIO et COP semble fermer provisoirement la porte à cette perspective. Mais, d'autres voies compatibles d'emblée avec les grandes lignes actuelles du nouveau décret statutaire existent, celle du statut d'emploi par exemple. Elles peuvent permettre de

prendre modèle sur ce que nous paraissait apporter un statut de personnel de direction effectivement apte à prendre en compte le métier avec l'ensemble de ses attributions et notamment celle de la taille plus ou moins grande des structures à diriger.

Le décret statutaire modifié va de toute façon rendre la réflexion d'autant plus urgente qu'il ouvre la possibilité à ce que plusieurs directeurs de CIO soient présents dans un même CIO. Le grade de DCIO qui était à la fois un grade fonctionnel et un grade d'avancement a en effet perdu sa fonctionnalité (i.e. diriger réellement un CIO) au profit de sa seule vertu de grade d'avancement des COP (l'équivalent de la hors classe des enseignants, sans changement de fonctions). Sans plus de précisions, cela reviendrait, c'est la loi de la fonction publique, à ce que le plus ancien dans le grade le plus élevé d'un CIO, celui de DCIO, soit le directeur effectif du CIO... ! Nous ne l'imaginons pas.

L'ANDCIO souhaite affirmer que les CIO ne sortiront pas de la crise qu'ils connaissent sans prise en compte de tous ces éléments.

L'émergence d'une véritable culture sociale, économique et professionnelle chez les jeunes relevant du champ de l'éducation nationale, ne saurait se faire sans lien avec les autres institutions et activités de la société, celles de l'emploi, de l'insertion, mais plus largement celles de toute la vie sociale et culturelle. C'est dans cette articulation bien comprise entre conscience sociale et culturelle et contraintes économiques que peut se construire une formation des valeurs de l'être humain qui ne soit pas bancale.

Nous invitons tous les directeurs et directrices de CIO convaincus que leur rôle n'est pas, à l'avenir, de se contenter d'organiser pour les établissements scolaires la mise à disposition des COP à partager nos analyses, à adhérer à l'ANDCIO et, **pourquoi pas ? à participer plus avant à la vie de l'association en rejoignant les rangs de son conseil d'administration.**

Ce que nous avançons dans ce texte n'a de sens que si beaucoup d'entre nous s'y reconnaissent et s'engagent dans la progression de nos services avec, en ligne de mire, la reconnaissance enfin institutionnelle, de toutes les initiatives et dispositifs que nous mettons déjà en œuvre sur le terrain.

À défaut, il vaudra mieux effectivement cultiver notre jardin ...au sens propre du terme !

Organisation des élections au Conseil d'Administration de l'Association Nationale des Directeurs de CIO

1) Pourquoi ces élections ?

2) Comment être électeur?

Comment être candidat ?

Qui peut être élu?

3) Modalités du vote

4) Dépouillement et résultats

5) Le nouveau Conseil d'Administration

Pourquoi ces élections ? :

Conformément aux statuts de l'ANDCIO, (consultables sur le site de l'association), le Conseil d'Administration (CA) est élu pour 3 ans. Il se compose de 7 membres actifs et de membres suppléants.

L'actuel CA a été élu en 2008 et son mandat arrive à échéance à la fin du présent exercice, soit le 30 septembre 2011. Des élections doivent donc avoir lieu au printemps, pour permettre au nouveau CA de siéger et travailler à partir du 1er octobre prochain.

Comment être électeur? Comment être candidat? Qui peut être élu?

Sont électeurs et peuvent être candidats, les adhérents, membres actifs, personnes physiques, directrices et directeurs de CIO, en activité ou à la retraite, à jour de leur cotisation pour l'année en cours (du 1er Octobre 2010 au 30 septembre 2011) au moment des opérations de vote, soit pour ce scrutin au plus tard le mercredi 13 avril 2011 (date ultime de réception des bulletins d'adhésion et chèques de cotisation au domicile de la trésorière).

Seront déclarés élus, les candidats ayant obtenu au moins 50 % des suffrages exprimés. Parmi ces élus, les cinq à sept en situation d'activité, et deux au plus parmi les retraités ayant recueilli le plus de suffrages sont nommés administrateurs titulaires. Les autres élus sont nommés suppléants.



Modalités du vote :

Ce vote s'effectue exclusivement par correspondance.

Au plus tard le 14 avril 2011 : les adhérents souhaitant être candidats doivent se déclarer et adresser au Président par courrier postal signé, leur profession de foi au domicile de l'actuelle trésorière à l'adresse suivante :

ANDCIO - Nicole BRASSART

13, allée de la Calanque

13620 CARRY LE ROUET

Avant le 9 mai 2011 ; l'ANDCIO fera parvenir à ses adhérents-électeurs la liste des candidats déclarés et leurs professions de foi, permettant ainsi à chaque électeur de se déterminer. Le site de l'Association se fera également l'écho des différentes informations utiles.

Entre le 9 mai et le 9 juin 2011 : c'est la période du scrutin. Chaque électeur fait parvenir son vote par courrier postal à la même adresse ci-dessus.

Pour assurer la confidentialité du vote, le bulletin sera placé dans une enveloppe sans signe distinctif, elle-même incluse dans l'enveloppe d'expédition qui portera au dos le nom, prénom, et adresse du votant permettant ainsi d'émarger la liste électorale.

Dépouillement et résultats :

Le 15 juin 2011 : il sera procédé au dépouillement (ouverture des enveloppes en respectant l'anonymat des votes) en présence de plusieurs membres du CA et des adhérents qui souhaiteraient y prendre part.

Le 27 juin 2011 : le résultat du scrutin sera adressé à tous les électeurs par un bref « Courrier aux adhérents ».

Le nouveau Conseil d'Administration :

L'été permettra aux membres élus du nouveau CA de rencontrer les membres sortants et de prendre ainsi connaissance des divers dossiers en cours. Le nouveau CA prendra ses fonctions à partir du 1er octobre 2011.

Lors de la première réunion de ce nouveau conseil d'administration, les membres élus procéderont à l'élection du nouveau bureau comprenant à minima : un(e) président(e), un(e) ou plusieurs vice-président(s), un(e) trésorier(e), un(e) secrétaire(e).



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://www.andcio.org>

BULLETIN D'ADHESION 2010– 2011

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ : VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(pour l'envoi du Courrier des adhérents)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____

Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2010-2011 est de **45 € pour les DCIO en activité** et de **20 € pour les retraités et autres membres.**

Les membres actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2010 au 30.09.2011.

Trésorière : Nicole BRASSART – 13 allée de la Calanque 13620 CARRY LE ROUET

Tél. 06 08 33 92 17 – Courriel : nicolebrassart@yahoo.fr